

Introduction. Bascule et tournant de la politique mémorielle après 1989

Godehard Janzing

«WIR SIND DAS VOLK. WIR SIND EIN VOLK.» Nous sommes le peuple. Nous sommes un peuple – ces deux slogans phares de la *Wendezeit*, la période de transition de l'Allemagne, se liront bientôt sur un monument fraîchement érigé au centre de Berlin, juste en face de la reconstruction partielle du Stadtschloss baroque, baptisé désormais «Humboldt-Forum». Sera ainsi créé, en plein centre de la capitale allemande, un lieu dédié à la mémoire de la révolution pacifique de l'automne 1989 en RDA et de la réunification des deux États allemands qui s'ensuivit en octobre 1990. Même si l'histoire de la partition et de la réunification des deux Allemagnes a laissé des traces presque partout dans la ville, on avait à l'évidence besoin d'un signe supplémentaire, fabriqué exprès, d'une marque artistique consacrée à ces deux épisodes majeurs de l'histoire allemande.

Il n'a pas été simple de trouver la forme adéquate pour répondre à ce désir. Un premier concours public n'a pratiquement fait que mettre au jour des banalités tout encombrées de symbolisme¹. Ce n'est qu'après des années de controverses et de discussions qu'on s'est finalement décidé pour une imposante bascule dorée : un monument sur lequel les visiteurs pourront monter et qu'ils mettront en mouvement par leurs déplacements. Selon que le public se tient en majorité d'un côté ou de l'autre de la plateforme, elle basculera sous l'effet de la force de gravité. Le monument fonctionne donc comme une sorte de scène. Et c'est le peuple – en tant que véritable acteur des événements – qui fait son entrée sur son estrade dorée.

On peut avoir le sentiment de revivre en quelque sorte la chute du mur de Berlin en novembre 1989 et de revoir ces images qui ont fait l'histoire et où le peuple est apparu comme le souverain et le moteur de la politique². Mais ce qui peut se présenter à première vue comme un sympathique emblème de la formation de l'opinion se révèle, dès qu'on y regarde de plus près, comme une chose

-
- 1 *Gestaltungswettbewerb für ein Freiheits- und Einheitsdenkmal in Berlin. Dokumentation des offenen Wettbewerbs 2009*, éd. par le Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung, Berlin, 2009.
 - 2 Godehard Janzing, «Un événement "cadre". La chute du mur de Berlin», dans *L'Événement, les images comme acteurs de l'histoire*, éd. par Michel Poivert, cat. exp. Paris, musée du Jeu de paume, 2007, p. 104-121.

amplement déterminée. Ne serait-ce que pour de simples raisons de sécurité, la sculpture n'a qu'une très faible amplitude et liberté de mouvement; la bascule produite par le public se réduit à un banal va-et-vient, une oscillation d'avant en arrière³. De même que le mouvement de la foule se trouve finalement prédéterminé et canalisé, de même les deux phrases qui s'inscrivent sur le monument articulent-elles un argument qui n'a qu'une seule dimension : elles font glisser sans solution de continuité l'appel révolutionnaire « *Nous sommes le peuple* » – par lequel la population réclame sa souveraineté politique – vers le mot d'ordre patriotique « *Nous sommes un peuple* », qui met surtout l'accent sur l'appartenance et l'identité nationales.

Le « monument pour la liberté et l'unité de l'Allemagne » qui se dressera au centre de la capitale berlinoise et les discussions qu'il a suscitées peuvent être considérés comme exemplaires de ce « boom de la culture des monuments⁴ » qui s'est déclenché tout de suite après 1989. Le facteur déterminant était une situation de départ paradoxale : outre que la chute du mur de Berlin a mis un terme à la coexistence sur le sol allemand de deux systèmes politiques opposés, on doit aussi évoquer la rencontre de deux communautés de mémoire – les images qu'elles conservaient l'une et l'autre de l'histoire se heurtaient à présent dans leur hétérogénéité. Pendant les décennies de la guerre froide, chacun des deux États allemands avait développé une culture mémorielle qui lui était spécifique et ces deux façons de traiter le passé étaient pratiquement antagonistes, dans leurs formes artistiques et dans leurs contenus historiques et politiques⁵. Avec la chute du Mur et la réunification allemande, ces deux paysages complémentaires de la mémoire et du souvenir se retrouvaient désormais côte à côte, proches voisins dans un État commun.

La quête d'une identité allemande partagée a soulevé une vague inédite d'initiatives lancées par les autorités en matière de politique de la mémoire. L'attention s'est d'abord focalisée – *ex negativo* – sur les monuments politiques de l'ex-RDA, bientôt livrés à la destruction, et sur les taches aveugles de la topographie des monuments du socialisme d'État⁶. Parallèlement, les discussions menées à l'Ouest depuis déjà une dizaine d'années sur la nécessité d'ériger de nouveaux monuments centraux à la mémoire des crimes du nazisme

3 Gabi Dolff-Bonekämper, « Weg mit der Wippe », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5 mai 2017, p. 16, <http://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/warum-der-entwurf-fuers-einheitsdenkmal-ein-fehlschlag-ist-15000289.html> [accès vérifié en mars 2021, comme pour toutes les URL qui suivent].

4 Godehard Janzing, « Ein neuer Boom der Memorialkultur », *Die Tageszeitung*, 8 avril 2000, Berlin, p. 23, <http://www.taz.de/!1239202/>.

5 Cette polarité se manifeste de manière particulièrement nette dans le cas de la ville de Berlin, scindée en deux. Voir Gabi Dolff-Bonekämper et Eberhard Elfert, « Gedenkkultur im Kalten Krieg. Politische Denkmäler in Ost- und West-Berlin 1945-1989 », dans *Kunst in der Öffentlichkeit*, Francfort-sur-le-Main *et al.*, 1996, p. 89-114.

6 *Erhalten, zerstören, verändern? Denkmäler der DDR in Ost-Berlin*, cat. exp. Berlin, Neue Gesellschaft für Bildende Kunst, Aktives Museum, 1990.

atteignaient leur point culminant avec la création du mémorial de la *Neue Wache* (1993) et l'inauguration du monument aux Juifs assassinés d'Europe à Berlin (2005). La « querelle » parfois véhémement autour de la réalisation de ces deux monuments, de leurs formes et de leurs contenus concrets était plus que la simple expression des luttes d'opinions politiques ou du difficile rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Monuments et mémoriaux sont devenus des vecteurs essentiels, des points de cristallisation dans le processus qui a mené les Allemands à se définir historiquement et politiquement, à s'identifier en tant que nation.

Les controverses les plus violentes se sont enflammées dès le début des années 1990, à l'occasion de l'aménagement de la *Neue Wache*, à l'initiative de Helmut Kohl, alors chancelier fédéral d'Allemagne. Aux yeux de beaucoup, l'idée de célébrer en un lieu central et dans un même mouvement la mémoire des soldats allemands morts à la guerre et celle des victimes de la terreur nazie était trop réductrice et trompeuse⁷. Mais ce sont surtout les débats autour du « mémorial de l'Holocauste » qui ont marqué cette période. Vu le niveau de réflexion étonnamment élevé des discussions théoriques, il n'est guère surprenant que les résultats artistiques paraissent parfois, au contraire, dénués de complexité. Et ainsi une question reste-t-elle en suspens : le mémorial de l'Holocauste, avec sa fixation sur l'hommage aux victimes, n'évite-t-il pas lui aussi, après tout, la question de la culpabilité et des crimes⁸ ?

La discussion autour du « monument pour la liberté et l'unité de l'Allemagne » projeté à Berlin s'est déroulée avec un léger décalage dans le temps par rapport à ces débats plus connus⁹. Il n'est pas fortuit que les arguments se recoupent cependant sur de nombreux points. En édifiant un monument à l'unité allemande, on entendait résolument inscrire une marque « vivante et positive » dans le paysage mémoriel. On ne pouvait pas toujours n'évoquer que les côtés obscurs du passé allemand, firent valoir dès le printemps de l'année 2000 les initiateurs de ce projet dans leur motion de groupe devant le Parlement ; on devait aussi se remettre à regarder avec fierté les moments réussis de l'histoire nationale¹⁰. Nos incapacités au chagrin et à la célébration, on ne pouvait les dépasser qu'à la condition de les traiter ensemble, énonçaient-ils dans leur requête, en réclamant d'ériger de nouveau et enfin, aux côtés des « monuments du deuil et de la honte », des « monuments de la fierté et de la joie », en tant que « fondements nécessaires de la nouvelle Allemagne¹¹ ».

7 *Nationaler Totenkult: die Neue Wache. Eine Streitschrift zur zentralen deutschen Gedenkstätte*, Berlin, 1995. Voir aussi à ce sujet l'article de Marian Nebelin dans le présent volume.

8 Hans-Ernst Mittag, *Gegen das Holocaustdenkmal der Berliner Republik*, Berlin, 2005.

9 Anna Saunders, « The Politics of Memory in Berlin's *Freiheits- und Einheitsdenkmal* », dans *id.* et Debbie Pinfold (éd.), *Remembering and Rethinking the GDR*, Londres, 2014, https://doi.org/10.1057/9781137292094_11.

10 Voir Janzing, 2000 (note 4).

11 Deutscher Bundestag, 14. Wahlperiode, Drucksache 14/3126, 16 avril 2000, <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/14/031/1403126.pdf>.

À travers les arguments de cette proposition se repère déjà aisément un « malaise dans la culture de la mémoire », dans cette supposée focalisation de la politique mémorielle étatique sur l'Holocauste et les crimes de la période nazie¹². Aux occasions « négatives » de se souvenir du passé, on pourra enfin adjoindre aussi des raisons « positives » de le faire. L'initiative du monument à l'unité allemande établissait ainsi une polarisation artificielle et fortement simplificatrice de l'histoire allemande en *positiva* et *negativa*, ce qui n'allait pas rester sans conséquences. En parlant des « monuments de la honte », les auteurs de la motion parlementaire ont fourni malgré eux un slogan à une droite populiste qui, moins de vingt ans après, réclame un revirement radical dans la politique du souvenir et plaide pour un rapport « vivant » à l'histoire, pour une confrontation qui devra s'intéresser en priorité aux « réalisations grandioses¹³ » de l'Allemagne.

Au regard des opinions à l'emporte-pièce qui se font de plus en plus fréquemment entendre aujourd'hui, il apparaît essentiel d'aller y regarder encore une fois de plus près et d'analyser dans le détail les divers projets de monuments lancés ces dernières années. Les articles de cette section se consacrent aux deux décennies après 1989, et donc à une situation historique bien particulière, où l'on a ferraillé pour déterminer sur quelle voie aiguiller la nouvelle république « berlinoise », rien de moins. En puisant dans la multitude des projets de monuments et des controverses qui ont éclos au cours des années qui ont suivi la chute du Mur, les trois contributions de cette section montrent de façon exemplaire que, pendant cette période, le travail de mémoire aura pu s'effectuer dans sa pleine complexité, mais aussi en toute exactitude historique. Les cas étudiés prouvent qu'on ne saurait se contenter de faire le partage entre les deux communautés mémorielles de l'« Est » et de l'« Ouest », ou d'en appeler à de prétendus *positiva* et *negativa* de l'histoire.

Ainsi Leonie Beiersdorf passe-t-elle en revue les moyens artistiques mis en œuvre dans les Länder de l'ex-RDA pour marquer les lieux où s'est exercée la terreur nazie¹⁴. Elle reconstruit le changement de perspective qui s'est opéré entre 2005 et 2010 dans la culture mémorielle de l'Allemagne de l'Est, depuis l'hommage rendu à certains groupes spécifiques de victimes jusqu'à l'intérêt désormais porté aux criminels nazis et aux lieux de leurs forfaits. Dans les nouveaux Länder fédéraux se pose en outre la question de savoir comment procéder avec les lieux où la dictature du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) s'est

12 Aleida Assmann, *Das neue Unbehagen an der Erinnerungskultur. Eine Intervention*, Munich, 2013.

13 Le discours volontairement provocateur prononcé à Dresde le 17 janvier 2017 par Björn Höcke, président du parti nationaliste Alternative pour l'Allemagne (AfD) de Thuringe, a suscité un puissant écho médiatique, à lire *in extenso* dans *Die Tageszeitung*, 19 janvier 2017, Berlin, <https://www.tagesspiegel.de/politik/hoেকে-rede-im-wortlaut-gemuetszustand-eines-total-besiegten-volkes/19273518-all.html>. Le billet publié dès le lendemain sur sa page Facebook montre que Höcke a délibérément repris la notion de « monument de la honte » (*Denkmal der Schande*) employée par le groupe parlementaire dans sa requête déposée en 2000 en faveur du « monument pour la liberté et l'unité de l'Allemagne » (*Einheitsdenkmal*).

14 Leonie Beiersdorf, *Die doppelte Krise. Ostdeutsche Erinnerungszeichen nach 1989*, Berlin/Munich, 2015.

livrée à ses persécutions politiques. Beiersdorf l'analyse en prenant l'exemple du monument aux victimes de la tyrannie socialiste dans la zone d'occupation soviétique et en RDA érigé à Iéna – il a été inauguré en 2010, un 17 juin.

Il n'est guère de date qui puisse montrer plus clairement que celle du 17 juin les différences qui opposent les communautés de l'Est et de l'Ouest sur la question de la mémoire et du passé. Tandis qu'en Allemagne de l'Est on a fait pendant des décennies un silence complet sur l'insurrection ouvrière du 17 juin 1953, la tenant tout au plus pour une provocation orchestrée par l'Occident, en Allemagne de l'Ouest on a rapidement reconnu à ces événements un rôle majeur. La rébellion fut qualifiée ici de « soulèvement populaire », où s'était énoncé un désir de liberté politique et d'unité nationale. Un an seulement après les faits, il fut décrété que le 17 juin serait un jour de fête fédéral, célébré jusqu'en 1990 comme le « jour de l'unité allemande ». C'est dans ce contexte que de nombreux monuments destinés à rappeler la partition de la nation ont été inaugurés au cours des années 1950 et 1960 dans les villes ouest-allemandes¹⁵. Le 17 Juin est ainsi devenu un instrument politique de première importance : avec le recul, on voit s'y dessiner une véritable « républicanisation fédérale » de la culture mémorielle en Allemagne de l'Ouest¹⁶.

Myriam Renaudot examine dans son essai comment on a réagi, dans la ville de Berlin réunifiée, à l'absence d'un lieu où serait célébré en commun le souvenir de l'insurrection du 17 juin 1953. Après plus de quatre décennies, les artistes parviennent-ils à arracher l'histoire factuelle aux surdéterminations de la guerre froide et à la traduire sous la forme d'une « mémoire culturelle » ? À l'issue du concours berlinois, c'est un projet assez mesuré qui s'est finalement imposé contre le lauréat et son idée d'un monument conceptuel, qui posait résolument la question de l'évaluation personnelle des événements. On a préféré retenir un projet qui, dans sa forme et ses motifs, noue un dialogue avec le lieu choisi et ses strates temporelles hétérogènes.

Le choix du site où sera érigé un nouveau monument semble être l'un des points cruciaux, sur lequel la controverse peut s'embraser. Car, quel que soit le lieu élu, il se trouve toujours déjà prédéterminé par une quantité d'occasions ou de raisons de se souvenir du passé qui entrent en compétition les unes avec les autres. Dans le centre « historique » de Berlin, il n'est pratiquement aucun lieu où le cours de l'histoire n'ait laissé derrière lui ses sédiments. Et ce substrat si divers, les convulsions du xx^e siècle l'ont tellement remué qu'il paraît presque impossible de vouloir y évoquer seulement la mémoire d'un moment historique particulier, spécifique, sans simplifier avec négligence l'encodage multiple du lieu en question.

15 Godehard Janzing, « National division as a formal problem in West German public sculpture. Memorials to German unity in Münster and Berlin », dans Charlotte Benton (éd.), *Figuration/Abstraction. Strategies for Public Sculpture in Europe 1945-1968*, Londres, 2004, p. 127-146.

16 Edgar Wolfrum, *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*, Darmstadt, 1999.

Le rôle du centre-ville de Berlin, en tant que lieu d'initiatives politiques liées à l'histoire, est encore à écrire pour la période d'après 1989, et en tenant justement compte des nombreuses strates temporelles dont il est constitué¹⁷. La controverse autour de la démolition du palais de la République et de la reconstruction, au même endroit, du château des Hohenzollern en est certainement un point nodal¹⁸. Tandis que l'on discute actuellement beaucoup de la fonction des collections et de l'héritage colonial des objets exposés au Humboldt-Forum, Elisa Goudin-Steinmann jette encore une fois un regard sur les querelles qui se sont vidées autour de l'ancien palais de la République, siège représentatif du parlement est-allemand, qui se trouva livré, après la disparition de l'État socialiste, à de surprenants « glissements de sens ». Dans la polémique suscitée par la question de sa démolition, il est même arrivé que ce bâtiment devienne le symbole d'une « autre Allemagne » et de la résistance contre une certaine voie empruntée, sous la domination de l'Ouest, par le processus de réunification.

Au centre de Berlin, on peut étudier, sur un espace de quelques kilomètres carrés, ce que cela veut dire lorsque deux systèmes de société complètement opposés se réunissent après des années de séparation, et par conséquent deux communautés qui ont entretenu pendant des décennies des rapports différents au passé et qui doivent à présent négocier ensemble certains contenus essentiels de leur mémoire culturelle. L'exemple de la période de transition en Allemagne permet d'examiner de façon quasi canonique la signification, mais aussi les limites du cadre étatique lorsqu'il s'applique à la question des monuments. Outre les nombreuses mesures infrastructurelles et urbanistiques qui ont accompagné la réunification de l'Allemagne, ce sont aussi des ensembles de souvenirs divergents qu'il a fallu accorder. Souvent, les responsables ont manqué de volonté politique pour conserver le bâti historique et accepter simplement les monuments problématiques en tant que tels, avec leur qualité de témoignage offensif sur leur époque.

Qu'une politique étatique de l'identité, surtout lorsqu'elle est gouvernée par des décisions parlementaires, tende naturellement à harmoniser et à simplifier les choses, c'est ce que montre éloquemment le projet d'un monument à la liberté et à l'unité de l'Allemagne que j'évoquais plus haut. En tant que monument issu d'une « volonté » démocratique, la bascule d'or de l'unité s'inscrit dans le voisinage immédiat d'une quantité de monuments des périodes démocratiques et prédémocratiques, entre-temps rejetés par la « volonté » démocratique ou depuis longtemps abattus, dont quelques-uns pourraient parler de manière beaucoup plus concrète (mais aussi beaucoup plus séditeuse) de la partition et de la réunification de l'Allemagne naguère scindée en deux. Même

17 Godehard Janzing, « Introduction » et « Le nouveau Berlin », dans *id.*, *Berlin*, Paris, 2015, p. 13-35 et 406-477.

18 Godehard Janzing, « Le Humboldt-Forum dans la silhouette de l'ancien château des Hohenzollern, Berlin, Allemagne », dans *monumental. Revue scientifique et technique des monuments historiques*, semestriel 1 : dossier *Achèvement/Restitution/Reconstruction*, septembre 2010, p. 94-97.

la bascule conçue d'un cœur si léger et avec un esprit si positif ne saurait éclipser, derrière son éclatant élan national, une histoire allemande qui remonte bien plus loin. Ce n'est pas seulement avec le château impérial reconstruit que le monument pour la liberté et l'unité allemandes, destiné à servir de « pierre angulaire à la nouvelle Allemagne », établira un dialogue urbanistique et historique. Les fondations sur lesquelles il doit s'élever se révèlent en effet rien moins que neutres : c'est là que se dressait jusqu'en 1950 le monument national à l'empereur Guillaume, qui fut inauguré en 1897 pour démontrer, vingt-cinq ans à peine après la fondation du Reich allemand, « que l'État unitaire s'est levé avec superbe » et « que l'unité allemande est construite de façon indestructible¹⁹ ». De nombreux députés voulaient qu'un tel monument fût édifié à proximité immédiate du Parlement, mais Guillaume II imposa finalement une statue équestre de son grand-père qu'il fit ériger directement devant son château. Ce qui avait été à l'origine une initiative parlementaire se trouva ainsi détourné et réduit à une marque d'autocélébration dynastique, dont les dimensions extravagantes firent immédiatement l'objet de virulentes critiques.

Traduit de l'allemand par Jean Torrent

19 *Berliner Tageblatt*, n° 146, 21 mars 1897.